

**Atelier régional sur le thème « Quelle éducation de base pour l'Afrique, tenu à Kigali (Rwanda) du 25 au 28 septembre 2007**

## LE CONTEXTE DE L'ATELIER

L'atelier régional sur le thème « **quelle éducation de base pour l'Afrique** » a eu lieu à Kigali, Rwanda du 25 au 28 septembre 2007. Cet atelier a été organisé par le Bureau Régional pour l'Education en Afrique (BREDA), en collaboration avec les partenaires en éducation tels le Ministère de l'Education du Rwanda et le Siège de l'UNESCO, le Bureau International de l'éducation (IBE), UNESCO, l'UNEVOC et le Bureau Multi – pays de l'UNESCO basé à Nairobi (Kenya).

La cérémonie d'ouverture s'est tenue le Mardi 25 Octobre en présence des représentants de haut niveau venant de l'ADEA (Mr Mamadou Ndoeye), BREDA (Mr Teeluck Bhuwanee), de la BAD (Mr Etienne Porgo), de la Banque Mondiale (Susan Opper) IBE, et du siège de l'UNESCO/ED/BAS (Mme Ndong Jatta) et de l'UNEVOC. Elle a été marquée aussi par la présence des décideurs, des analystes de l'éducation, des spécialistes de la mise au point du curriculum, des formateurs, des enseignants de (15) pays africains de la région subsaharienne, à savoir : **le Congo Brazza, la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, le Gabon, le Ghana, la Gambie, la Guinée Conakry, le Kenya, le Liberia, le Malawi, le Sénégal, la Sierra Léone, la Tanzanie, l'Uganda et le Rwanda.**

Cette cérémonie a été marquée par les allocutions de haut niveau des représentants des structures suivantes : Représentants de la Direction de l'éducation de base au siège de l'UNESCO (ED/BAS), de l'IBE, de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement et de l'ADEA. Secrétaire d'Etat en charge de l'Enseignement primaire et secondaire du Rwanda a clos la cérémonie d'ouverture en déclarant officiellement ouverts, les travaux de l'atelier régional.

Il faut noter que cet atelier régional est le résultat des initiatives des organisations visant la promotion du développement de l'éducation en Afrique : l'UNESCO, l'Union Africaine, et le NEPAD.

### ***Les objectifs de l'atelier étaient de :***

- Mener des échanges à propos de l'éducation de base en Afrique, les expériences et le mode de son expansion ;
- Discuter et prendre les nouvelles orientations en faveur des reformes nécessaires dans le cadre politique, légal voire les structures des curricula ;
- Adopter les stratégies de mise en œuvre de l'éducation de base en Afrique, comme un vif appel aux responsables, décideurs, praticiens venant de multiples nations.

L'atelier fut une occasion riche d'échange d'expertises vis-à-vis des tendances, des défis et de nouvelles perspectives en matière de l'éducation de base en Afrique. « **L'appel pour l'action** », est le slogan qui a clôturé les travaux de l'atelier de quatre

jours. C'est un appel pour une large diffusion et pour un renforcement de partenariat entre les acteurs de l'éducation de base de 9 - 11 ans.

## LES REALISATIONS DE L'ATELIER

A la vue du calendrier des activités de l'atelier, durant quatre jours, les présentateurs, les facilitateurs/modérateurs en concert avec les participants ont subdivisé la journée en trois activités essentielles : (1) une présentation suivie des débats/commentaires, (2) le travail en groupe et (3) la restitution en plénière. Chaque jour commençait par une récapitulation de la journée précédente.

Dans les paragraphes qui suivent, nous allons reprendre les réalisations de l'atelier pour aboutir à la délibération finale qui réitère un appel à l'action en faveur de l'éducation de base efficace et efficiente de 9 à 11 ans .

Au cours de l'atelier, les points suivants ont été discutés par les spécialistes de l'éducation :

- \* L'aperçu de l'éducation de base en Afrique : les tendances, les défis à relever et les chances à saisir
- \* Politiques et perspectives juridiques : légitimité et durabilité
- \* Les expériences de divers pays : cas de l'Amérique latine, cas des pays asiatiques (Chine) et l'expérience du Rwanda
- \* Les questions fondamentales à soulever dans un curriculum général de l'éducation de base
- \* Le développement des compétences et l'intégration de la science et de la technologie dans l'éducation de base
- \* L'amélioration de l'apprentissage qui focalise sur une meilleure nutrition, un bon fonctionnement et un développement du cerveau, un langage comme biais de l'instruction ainsi que de bonnes pratiques
- \* Les stratégies de collaboration et les perspectives futures au niveau national : financement et développement du curriculum
- \* L'éducation inclusive (inclusive) : le chemin à suivre pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous
- \* Les orientations futures : ADEA, Banque Mondiale

Les thèmes choisis pour l'atelier ont été traités, échangés sous la facilitation des experts en la matière. Les points ont été répartis en sessions.

*Au début des présentations* et des échanges, quelques pays ont été ciblés pour exprimer les soucis et les attentes en rapport du présent séminaire de réflexion (l'Éthiopie, le Kenya et le Gabon). Leurs intérêts particuliers se focaliseraient sur :

- l'adoption et la mise en application d'un curriculum basé sur les compétences ;
- l'assurance de la qualité, de l'équité et l'accès à l'éducation de base.

Les orateurs de la première session ont, à tour de rôle, animé les présentations et ont conduit les travaux en groupe. Cette session concernait surtout la situation actuelle de l'éducation en Afrique .

Monsieur Teeluck BHUWANEE du BRENDA a facilité cette session. Il a expliqué le pourquoi de l'atelier et donné l'aperçu de l'éducation de base en Afrique : Tendances, défis à relever et chances à saisir. Il a revisité les objectifs de l'éducation et l'alignement de ceux – ci dans le système éducatif qui se veut une intégration des TIC<sup>1</sup> et du VIH/SIDA dans un curriculum flexible.

Le sujet sur la nécessité d'une politique et d'un cadre légal pour adopter de fermes réformes éducatives en Afrique, a été animé par Madame Theophania Chavatzia. Elle a rappelé aux participants les principes et les conventions ratifiées dans le cadre de l'ONU et de l'UNESCO, en particulier. Elle a demandé encore une fois que les acteurs de l'éducation mettent l'accent et passent à l'action aux nouvelles approches qui permettent l'application des réformes des curricula.

Les propos de Mr. Renato Operti reviennent sur les concepts – clés en rapport avec le droit en éducation, la démocratisation de l'éducation, l'éducation inclusive, les implications entre le curriculum avec la formation/promotion des enseignants ainsi que la pédagogie.

Le présentateur a rappelé les obstacles liés au droit à l'éducation, une approche holistique et à l'éducation inclusive qui reflètent l'atteinte des objectifs de l'EPT dans un contexte diversifié au niveau local, national, régional et international. En dépit de différentes techniques, il conseille de mettre au centre d'activité éducative les différences individuelles de l'apprenant.

Les participants ont émis des commentaires sur les réformes nécessaires pour la participation et la décision pouvant aboutir à un curriculum efficace. Ils sont revenus sur la définition claire de la vision en éducation, les compétences requises des enseignants, l'évaluation, la balance entre les contenus d'apprentissage/enseignement l'absence des normes minimales en matière de l'éducation de base, sur les cycles d'enseignement ainsi que sur les branches d'apprentissage.

De ce débat, il ressort un besoin d'une réforme inévitable de l'éducation, une vision claire, un suivi planifié, une évaluation comme mesure d'achèvement. Il importe encore d'inculquer cette initiative aux partenaires, plus particulièrement aux parents, à travers le dialogue et le renforcement de la prise de conscience basée sur une approche participative. Les enseignants, quant à eux, il y a besoin urgent de les rendre capables et plus motivés pour servir en faveur de la réussite de l'éducation de base. Les examens continuent à lever les défis, mais, ils renferment une nécessité pour mesurer les résultats du travail éducatif.

Une autre série des questions évoquées touchent la sensibilité de ce dont l'apprenant est capable d'apprendre, les alternatives d'évaluations et la difficulté liée à l'absence de relation entre le curriculum et la volonté politique. Certains participants n'ont pas manqué d'exprimer leurs inquiétudes de l'incapacité des pays africains de mener des réformes qui s'imposent.

---

<sup>1</sup> TIC, la Technologie de l'Information et de la Communication

*La seconde session* de l'atelier a insisté sur les perspectives internationales en matière de l'éducation de base ainsi qu'un partage d'expériences basées sur la vision, les stratégies et les pratiques dans ce domaine.

Les expériences qui ont été présentées et discutées en groupes de travail en se référant à des cas d'étude de l'atelier pour l'Amérique latine, les Pays asiatiques (Chine) et le Rwanda. Les présentateurs venus de ces différents coins du monde ont permis aux participants d'enrichir les débats constructifs sur les points saillants tels que:

- l'expansion de l'éducation de base et tendances, avantages et défis
- la réforme en faveur de l'éducation de base, la volonté politique et les rôles des acteurs de l'éducation
- l'approche basée sur le renforcement des capacités dans le cadre de l'éducation de base
- la mise sur pied de l'éducation de base de neuf ans.

Cette séance a été menée en deux parties : présentation et commentaires ainsi que la partie pratique qui a été sanctionnée par une restitution des rapporteurs des groupes de travail. Au cours de la session, il a été question de dégager des solutions aux questions suivantes :

- quel est l'aspect du cas d'étude que vous trouvez pertinent pour la situation de votre pays ;
- que pourrais – tu proposer au changement dans votre propre pays pour être capable de mettre en application des aspects des cas que tu as jugés plus intéressants;
- quels sont les besoins à satisfaire afin de faciliter la coopération entre les pays africains et les autres parties du monde ?.

a) Madame Beatriz Macedo a facilité le sujet en rapport avec l'expansion de l'éducation de base et tendances, avantages et défis dans la Région de l'Amérique latine. Les participants ont constaté qu'une leçon devrait être apprise surtout dans les domaines qui suivent :

- L'abolition des barrières de transition de l'enseignement primaire et du cycle secondaire ;
- La réorganisation du curriculum pour intégrer la préoccupation sociétale au niveau de la 7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> années ;
- L'existence des fora et des réseaux visant la promotion de l'enseignement secondaire ;

b) L'expérience chinoise a été partagée aux participants par Madame Jinghun Shi. Elle a parlé de la réforme en faveur de l'éducation de base, de la volonté politique et des rôles des acteurs de l'éducation dans ce pays.

- La République Populaire de Chine met, depuis deux décennies, en application des pratiques éducatives issues d'une réforme administrative basée sur la décentralisation.
- Les caractéristiques de cette réforme concernent surtout la mobilisation de la force sociale afin de réaliser l'éducation primaire universelle, la responsabilité financière partagée entre le Gouvernement central et le

Gouvernement local ainsi que la société entière, avec un partage élargi du Gouvernement central.

- Le cadre d'entente a été mis sur pied pour une éducation à la vie, au perfectionnement et à l'évaluation du personnel enseignant.
  - L'éducation informelle pour construire une relation étroite entre l'école et la communauté.
- c) Monsieur Renato Operti a explicité une approche basée sur le renforcement des capacités dans le cadre de l'éducation de base telle qu'elle est en cours d'exploitation au Guatemala. Ledit projet a porté des impacts positifs en faveur de la qualité en éducation dans ce pays. Il est soutenu financièrement par l'UNESCO. Le projet s'est articulé sur les axes suivants :
- la complétion de neuf ans est assurée pour tous les apprenants ;
  - les enseignants ont été formés de la manière d'assurer la transition d'une année à l'autre après une acquisition des compétences nécessaires;
  - le processus de soutenir le curriculum, le développement/la multiplication des matériels.
- d) Monsieur Yisa Kamana Claver a explicité la façon que le Rwanda a utilisée pour une mise sur pied effective de l'éducation de base de neuf ans.
- Le présentateur a mis en relief les piliers sur lesquels le système éducatif a été battu ;
  - Le programme bénéficie d'un appui politique des autorités rwandaises parce que l'éducation est considérée comme un élément primordial pour la reconstruction d'une nation après le génocide ;
  - Une connaissance basée sur une approche globalisée<sup>2</sup> et une décentralisation administrative.

Les problèmes qui ont été évoqués par les participants ont porté sur les points suivants :

- l'expression « une nation unique, une langue unique et une culture unique » ne pourrait pas influencer le système éducatif en négligeant la différence mais plutôt en améliorant une entente commune visant l'identification des solutions aux problèmes potentiels.
- le Gouvernement du Rwanda dispose des mécanismes qui sont mis en place pour résoudre les besoins éducatifs des survivants du génocide, des orphelins et des enfants vulnérables à travers les fonds spéciaux et les programmes spécifiques au niveau national et décentralisé (local).

Les aspects pertinents ayant facilité la mise en place d'un système éducatif qui prône pour l'éducation de base de neuf ans, l'éducation gratuite et obligatoire au niveau de l'enseignement de neuf ans :

- ◆ le processus du développement de l'éducation de base
- ◆ l'usage des modèles de simulations
- ◆ l'équité en éducation pour l'amélioration de la performance en sciences en faveur de l'éducation des filles

---

<sup>2</sup> Une approche globalisée, réfère à l'expression "Sector Wider Approach"

- ◆ les éléments transversaux dans le curriculum tels que le changement des attitudes
- ◆ le programme particulier de rattrapage des apprenants

Les participants ont proposé les changements à porter dans leurs pays respectifs : la revue des structures responsables de l'éducation de base, la durabilité des allocutions gouvernementales, la révision du curriculum, le besoin d'accroître l'accès, la rétention et l'achèvement ainsi que l'amélioration de la qualité de l'éducation.

La coopération à proposer concerne la promotion du réseau et une consultation régulière entre différents partenaires, la facilitation des agences habilitées et le NEPAD dans le renforcement de l'apprentissage et le partage des expériences. L'UNESCO et les autres agences pourraient faciliter les visites d'échanges au niveau des ministères.

*La troisième session* a porté sur le fait de construire un cadre curriculaire pour l'éducation de base. Ce sujet se veut une réflexion au niveau des questions fondamentales à soulever dans un curriculum général de l'éducation de base.

Les questions cruciales dans ce domaine font référence à ce qui suit :

- est – il un système éducatif hérité des jours de la colonisation valable pour l'Afrique?
- est – il un système éducatif en Afrique qui fonctionne ou pas et si non, que pouvons – nous faire pour l'améliorer ?

La série des présentations de ladite session a été lancée par Monsieur Phil Stabback qui a parlé des questions critiques qui affectent l'éducation de base. Le présentateur a d'abord passé à l'exemple des pays post conflits et d'autres faisant face aux problèmes socio – politiques. Il a mis un accent particulier sur la structure des curricula basés sur les besoins sociétaux.

Mr. Phil Stabback a défini le concept de l'éducation de base dans le cadre de la performance et les résultats de l'apprentissage. Il conseille les éducateurs de prendre pour centre l'apprenant, plus participatif et l'aider à adopter un esprit d'analyse, de synthèse, d'évaluation objective et de pouvoir donner une information sur les attentes en éducation. Le curriculum constitue un élément – clé en éducation et les acteurs devraient le prendre pour processus et pour produit.

Le succès du développement des curricula va dépendre d'une meilleure compréhension du contexte et de la planification de l'achèvement. L'actuel curriculum pourrait être développé à partir de ce qui précède.

Le travail en groupe a dégagé les idées des participants en faveur de l'éducation de base et le succès lié au curriculum. Ils ont ajouté que l'éducation de base pourrait aboutir à de bons résultats si et seulement si :

- les concepteurs du curriculum sont bien formés/informés ;
- il existe la volonté politique, le suivi de l'éducation de base, les supports et un cadre en terme de curriculum ;

- l'amélioration des structures déjà existantes dans chaque pays de l'Afrique ;
- des séminaires – ateliers en faveurs des partenaires.

Les commentaires des participants sont revenus sur les obstacles qui affectent le financement, les infrastructures, les livres d'apprentissage/enseignement et la formation des concepteurs des curricula.

Le sujet en rapport avec le développement des compétences et l'intégration de la science et de la technologie dans l'éducation de base a été facilité par Mr. L. Efison Munjanganja. Celui – ci a abordé sa présentation en faisant le parcours de l'emploi et de la formation. Le présentateur insiste sur les compétences nécessaires à acquérir dans la phase du pré-emploi, la grille des compétences, le développement des compétences chez l'apprenant et j'en passe. Ici, il exprime le besoin de voir le programme qui intégrerait l'entreprenariat dans le curriculum. Ceci devrait s'aligner au niveau des besoins des apprenants, des parents, des gouvernements et des marchés du travail.

Dans ce domaine, les participants ont réfléchi, encore une fois, sur les compétences fonctionnelles, la connaissance et les attitudes vis-à-vis des compétences/emplois, l'orientation aux études ultérieures.

*La quatrième session* concerne les échanges sur l'amélioration de l'apprentissage. L'introduction de la séance a commencé par l'intervention de Maria Malevri qui a explicité le programme d'amélioration de l'apprentissage/enseignement. Les points qui ont été choisis pour cette séance concernent le programme scolaire de nutrition pour un meilleur apprentissage, un bon fonctionnement et un développement du cerveau et un langage comme biais de l'instruction ainsi que de bonnes pratiques.

Maria Malevri a mis un accent particulier sur le fait d'améliorer l'apprentissage en se référant à la réalisation des objectifs de l'EPT et des objectifs de développement du millénaire (MDG<sup>3</sup>). Elle a ajouté que le sujet en rapport avec l'amélioration des apprentissages constitue une préoccupation de pouvoir étendre le programme de l'éducation de base dans plusieurs régions.

L'UNESCO s'apprête à assister les Etats de toutes les régions et à supporter les réseaux de bonnes pratiques en faveur de l'amélioration des apprentissages. Il compte promouvoir des études et des recherches sur problème de l'amélioration des apprentissages dans divers pays.

Madame Isatou Jallow a fait une présentation de la revue sur les défis de pouvoir assurer une nutrition adéquate pour un meilleur apprentissage. Elle a explicité que la faim et la malnutrition renferment un impact négatif sur les habilités d'apprendre chez l'apprenant.

Le cycle de la malnutrition affecte le long de la croissance de l'individu et à travers les générations. Ceci dès la conception, à l'âge scolaire jusqu'à l'âge ultérieur. Alors, il

---

<sup>3</sup> MDG, Millennium Development Goals

s'avère nécessaire que la nutrition de l'enfant devrait constituer une grande priorité si l'on veut réellement aboutir à la totalité des potentialités de l'apprenant à l'école.

Se référant aux expériences entreprises par le PAM<sup>4</sup> et les Gouvernements, le succès du programme nutritionnel est issu de la collaboration étroite de tout et chacun : la communauté, les ministères de l'éducation, les ministères de la santé, de l'agriculture, de la famille ainsi les interventions agricoles pour assurer les résultats éducatifs des apprenants. Les programmes scolaires d'alimentation peuvent servir d'un point d'entrée en faveur de la promotion de la nutrition ainsi minimiser les facteurs liés à la malnutrition des apprenants. Il y a alors nécessité de travailler de concert avec d'autres programmes visant la promotion du genre en éducation, la santé familiale même dans le cadre du plaidoyer.

Les participants ont saisi l'occasion de faire allusion aux conséquences néfastes dues à autant de force humaine, au gaspillage des efforts de toute une génération, au pouvoir intellectuel réduit pour un peuple mal nourri. Cette série de présentations a aidé à analyser les impacts positifs et négatifs dans le cadre de l'amélioration des apprentissages. Cependant, les défis restent à relever : qu'est – ce qui se passerait chez les enfants nés avec un poids réduit, ou aux enfants qui ne grandissent pas proprement, ceux qui manquent les micro – nutriments avec des conséquences de cerveau défectueux, d'anémie et d'absence de performances.

Les deux autres présentations dans le cadre de l'amélioration des apprentissages concernent les explications de la santé mentale (cerveau) et les problèmes linguistiques.

Le Professeur Stan Kutcher a explicité une approche holistique d'améliorer les apprentissages à travers les bonnes informations sur le fonctionnement du cerveau et le développement traduit au besoin de l'apprenant, enseignant, parents, autorités scolaires et décideurs.

La santé mentale constitue un élément essentiel d'amélioration des apprentissages et ce sujet pourrait être abordé par le programme d'information auprès des autorités et décideurs, par la formation des enseignants, par son intégration dans le curriculum et dans les activités éducatives, collaboration entre des pairs – éducateurs ainsi que d'autres groupes des acteurs de l'éducation.

Il existe en Afrique, d'une façon courante, des initiatives en faveur de mise en application d'une série de programmes de collaboration entre les partenaires préoccupés par la santé scolaire. Leurs multiples actions restent à être soutenues.

Professeur Chander J. Daswani s'est servi des expériences indiennes et a animé une présentation sur les apprentissages des langues. Il a fait constater que certains pays disposent des langues maternelles uniques et/ou multiples de manière différente. La langue maternelle facilite l'apprentissage durant l'éducation de base et le développement de son intelligence (cognitivism).

---

<sup>4</sup> PAM, Programme Alimentaire Mondial

Le présentateur a richement argumenté l'idée que l'enfant, avant de venir étudier à l'éducation de base, a un bagage suffisant des vocabulaires de sa langue maternelle (de 3000 à 4000 mots). Puis, l'école aidera l'apprenant à renforcer la langue maternelle et l'apprentissage des langues additionnelles (seconde et troisième) sera facile tant qu'il maîtrise sa langue première. Pour l'apprenant, il lui semble facile de transférer les compétences d'une langue à l'autre. Se référant au système éducatif de l'Inde, la formule de trois langues d'enseignement permet aux apprenants d'étudier dans un contexte multilingue élargi.

Les participants ont parlé de bonnes pratiques dans leurs pays respectifs et ont mené des réflexions en groupe de travail sur les points suivants :

- ◆ les éléments de la quatrième session que l'on pourrait présenter comme les initiatives basées sur les réalités diversifiées du pays dans le cadre de l'amélioration des apprentissages ;
- ◆ les conditions requises pour les pays et la région africaine afin pouvoir spécifier les domaines qui nécessitent plus de renforcement de capacités et de recherche ;
- ◆ les attentes pour accompagner les initiatives visant l'amélioration de l'apprentissage.

Les réactions et la restitution en plénière ont dégagé les idées en rapport avec les initiatives diversifiées à entreprendre, le renforcement des capacités et la recherche ainsi que les attentes des initiatives ci – haut proposées, en référence avec ladite session.

Il existe quelques pays qui ne disposent pas de langues officielles (nationales), mais qui expérimentent à peu près cinq langues. Certains d'entre eux, optent pour une ou deux langues étrangères. Il y a des pays qui ont un contexte multilingue dont certaines langues sont codifiées et celles qui sont utilisées dans le système éducatif tandis que d'autres ne le sont pas.

Les problèmes liés à l'apprentissage des langues se résument en la limitation d'enseigner les enseignements de mathématiques/sciences en toutes les langues, conflits potentiels entre les parents et l'école dans l'usage des langues surtout des langues vernaculaires (courantes) et des lacunes entre les langues d'instruction et le curriculum.

La réflexion sur la nutrition révèle qu'il y a des pays qui ont des programmes spécifiques de santé et de nutrition au niveau scolaire. D'où la nécessité d'étendre ces programmes et une mobilisation des parents et des structures administratives locales. La recherche a été débattue en groupe de travail et les participants ont proposé ce qui suit :

- ø l'exploration de relation entre programme d'alimentation scolaire et l'amélioration d'apprentissage/augmentation des compétences ;
- ø les modèles des langues courantes d'instruction pour être pertinents dans l'amélioration des apprentissages et dans les différents cycles d'enseignement;
- ø l'approche multisectorielle dans la promotion de la santé, de la nutrition et

de l'éducation de base, en général.

Les attentes des participants s'expriment dans le paragraphe qui suit :

- faire usage de recherche comme instrument de pouvoir influencer les réformes de la politique éducative ;
- avoir liaison entre les initiatives gouvernementales et celles des institutions d'enseignement ;
- implanter une collaboration entre Gouvernement, ONG<sup>5</sup> et des communautés dans le cadre de l'élaboration de la politique de santé scolaire et de l'institutionnalisation des stratégies nationales ;
- la formation des enseignants en matière des langues d'apprentissage, la santé scolaire et la nutrition ;
- la contextualisation du curriculum par rapport à l'environnement local, ....

L'UNESCO a informé les participants de l'atelier qu'il existe une série d'étapes suivantes et que cette organisation onusienne est disponible pour la tenue des rencontres interrégionales et le développement de collaboration des chercheurs, des décideurs, des praticiens sur l'amélioration d'apprentissage. Et au terme du séminaire figure un ensemble des engagements à être adoptées par des participants.

Les présentations de deux derniers jours de l'atelier ont porté sur : (1) Les stratégies de collaboration et les perspectives futures au niveau national : financement, curriculum, (2) L'éducation inclusive (inclusive) : le chemin à suivre pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous.

*La cinquième session* a enrichi les discussions surtout en faisant recours aux stratégies de collaboration et des perspectives au niveau national. Le point central de la présentation et le groupe de travail se réfèrent principalement aux implications financières de l'éducation de base en Afrique. Monsieur Borel Foko a fait une présentation qui relate les exigences financières pour la réalisation de cette noble fin de l'éducation. Cependant, certains pays sont dans une meilleure situation éducative tandis que les autres sont loin de l'atteindre ni même en l'an 2015.

L'orateur a présenté aux participants un certain nombre d'arguments en faveur d'une expansion de la scolarité universelle de 9 à 10 ans. Pour ce faire, l'on peut s'interroger sur les préoccupations telles que les implications financières, les possibilités budgétaires du pays et la planification des faits tangibles, une fois les ressources financières disponibles.

La réalisation d'une éducation de base dans un pays quelconque met enjeu plusieurs aspects sur le plan politique, économique et social. Les participants ont encore pris connaissance des outils tels que le modèle de simulations, le consensus, etc. Et il reste évident de ne pas abuser la qualité de l'éducation en faveur de l'accès et l'expansion du programme de l'éducation de base dans certains cas.

---

<sup>5</sup> ONG, Organisations Non Gouvernementales

*La sixième session* a traité sur l'éducation inclusive et à l'aide des expériences choisies par les présentateurs. Il a été dégagé quelques perspectives d'avenir dans ce domaine. Les spécialistes de l'IBE/BIE ont exprimé aux participants le pourquoi de ce sujet dans un atelier pareil et ont insisté sur les points en rapport avec l'éducation inclusive dans un contexte national, régional et international: les objectifs de l'EPT/EFA, les résolutions des conférences internationales et les déclarations universelles.

Monsieur Renato Opertti est revenu sur les éléments essentiels d'une approche holistique en matière de l'éducation inclusive qui s'appuie sur les droits de la personne:

- une garantie au niveau de la volonté politique, du pouvoir budgétaire, investissement à bon escient et suffisant ;
- l'existence d'une décision et des actions en faveur d'un enseignement gratuit et obligatoire ;
- absence ou l'abolition de toutes formes d'exclusion et discrimination ;
- le renforcement de l'apprentissage de qualité en termes de bonnes conditions, inputs, processus et résultats.

Les participants, en ce qui les concerne, ont eu le temps d'échange sur le concept « l'éducation inclusive ». Ledit concept, bien qu'il soit dérivé de plusieurs idées en faveur des enfants, des jeunes et adultes qui présentent des handicaps ; l'éducation inclusive renferme un caractère éducatif et culturel. L'éducation va s'appuyer sur les habilités et les capacités. Et l'aspect culturel mettra l'accent sur l'ensemble des services sociaux et la provision fournis par la communauté et les établissements scolaires.

Madame Lili JI a explicité le fondement de l'éducation inclusive en schématisant celle – ci dans un cadre de synergie entre la politique de l'éducation, la prise de conscience par la communauté, les ressources financières disponibles ou à rendre disponibles, le curriculum, la formation des enseignants, pour ne citer que ceux – là. Elle a fait remarquer aux participants que ce noble exercice va de pair avec l'analyse de la situation éducative qui se sert des statistiques (le calcul des dépenses budgétaires, les indicateurs sur l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire,...).

L'éducation inclusive a été commenté par Madame Nzomo Lydia et Paul Mushi qui ont, dans leurs présentations, insisté sur **les résultats du Séminaire Régional sur « les problèmes prioritaires de la qualité de l'éducation pour tous dans l'Est et Ouest de l'Afrique subsaharienne », tenu à Nairobi, Kenya du 23 – 27 Juillet 2007.**

Durant cette session, les participants ont mené des échanges et des réflexions en groupes de travail. Et sous la facilitation des présentateurs, ils ont travaillé sur les sous – thèmes suivants : (1) Concept, politique, législation et finance ; (2) Institutions, développement du curriculum et mise en application, (3) Formation et motivation du personnel et enseignants, prise de conscience et appui. Chaque groupe de travail a fait recours aux présentations de la session afin de fournir les arguments pertinents en fonction des besoins éducatifs des pays ou des régions ainsi que des actions à entreprendre selon les priorités dans le domaine de l'éducation inclusive dans un pays ou une région donnée.

*Pour la quatrième journée de l'atelier, Vendredi le 28 septembre 2007 et le jour de la clôture officielle de l'atelier régional sur le thème « **quelle éducation de base pour l'Afrique** », les activités du jour ont commencé par une annonce aux participants sur l'agenda, les discussions en groupe de travail et de retour l'on a suivi les interventions des spécialistes de la Banque Mondiale et de l'ADEA.*

L'on peut souligner que les organisateurs de l'atelier ont, avant d'entrer dans la session de clôture, émis des commentaires fructueux de ce qu'on avait débattu en groupe de discussions surtout dans les points qui traitent du curriculum.

Madame Annelie Strath a fait une présentation sur les activités de la Banque Mondiale dans l'assistance aux pays dans la promotion de l'éducation de base. Il a explicité en rétrospection et en perspective le projet de la formation et de l'enseignement secondaire en Afrique (SEIA<sup>6</sup>). Pour plus d'amples d'information, l'on peut consulter le SEIA **website** : [www.worldbank.org/afr/seia](http://www.worldbank.org/afr/seia)

Madame Susan Opper, la Spécialiste de la Banque Mondiale, a fait une intervention surtout dans les perspectives d'un partenariat avec les Gouvernements, les ONGs et les Agences onusiennes. La collaboration globalisée va réunir un bon nombre des agences bi et multilatérales et les engagements tenus à l'issu de cet atelier vont se concrétiser dans un prochain avenir.

Monsieur Mamadou Ndoye est revenu sur les projections et les opportunités du suivi de l'atelier de Kigali. Il a dit qu'il a été planifié une série des rencontres internationales en octobre 2007, en Mai 2008 respectivement planifiées par l'ADEA et les autres partenaires. Il a souligné le fait que la préparation du biennal et la levée d'une éducation avancée en Afrique nécessite une collaboration de toutes les parties.

Il est venu le moment de conclure les activités de l'atelier et entendre les recommandations à l'issu de celui - ci. Un document synthétique d'appel à l'action en faveur de l'éducation de base a été lu et approuvé par l'assemblée (l'original est en anglais et avec une traduction en français).

L'allocution de clôture officielle de l'atelier a été prononcée par Son Excellence Madame la Ministre de l'Education, Dr. Mujawamariya Jeanne d'Arc. Elle a tenu a remercié vivement les institutions organisatrices qui ont choisi le Rwanda pour un pays hôte de cet atelier et dont les efforts ont contribué à la réussite de l'atelier ayant traité le sujet relatif à l'avenir de l'éducation de base en Afrique et ailleurs. Ces institutions sont entre autres l'UNESCO, B.M/WB, BAD/ADB et l'ADEA.

Madame la Ministre a exprimé les engagements pris par les gouvernements africains en faveur de la promotion de l'éducation pour changer l'image d'une population caractérisée depuis longtemps par la faim, l'analphabétisme, la vie précaire, les guerres

---

<sup>6</sup> SEIA, Secondary Education and Training in Africa

civiles et j'en passe. Elle a continué en affirmant que les discussions et recommandations lors de l'atelier ont aidé les participants à s'enquérir de bonnes expériences des autres. L'éducation de base qui a été au centre des discussions constitue un droit fondamental pour tous les enfants, y compris les enfants africains. Et il ne s'agirait pas de faire seulement une éducation de base de 9 ou 10 ans, mais plutôt de suivre un enseignement et accéder à un résultat nécessaire pour le développement national et celui du continent.

Au terme de l'atelier, les participants ont pu visiter le Site Mémorial du Génocide de 1994 construit à Gisozi dans la Ville de Kigali.

Cet atelier a été caractérisé par un climat de travail assidu et une collaboration fraternelle entre les participants et les membres des délégations.

**Vive l'éducation de base et le partenariat !**